

Les OGM bannis par la majorité des pays européens

Le Monde.fr | 02.10.2015 à 17h18 • Mis à jour le 02.10.2015 à 18h05 | Par Audrey Garric ([journaliste/audrey-garric/](#)) et Pierre Le Hir ([journaliste/pierre-le-hir/](#))



Une action de militants anti-OGM sur le site de Monsanto à Trèbes, en janvier 2014. REMY GABALDA / AFP

Après des années de blocage et de manœuvres en coulisses, les pays anti et pro-OGM dévoilent leur jeu en Europe. Seize Etats membres de l'Union ont demandé, ces dernières semaines, l'interdiction de **cultiver** des organismes génétiquement modifiés (OGM) sur leur territoire. La **France**, l'**Allemagne**, la **Bulgarie**, **Chypre**, la **Lettonie**, la **Grèce**, la **Croatie**, l'**Autriche**, la **Hongrie**, la **Pologne**, les **Pays-Bas**, la **Lituanie**, l'**Italie** et le **Danemark** ont déjà formulé cette demande auprès de la Commission européenne, ainsi que le **Royaume-Uni** au nom de l'**Ecosse** ([/planete/article/2015/08/25/les-ogm-sement-la-discorde-au-royaume-uni_4735778_3244.html](#)), le pays de Galles et l'**Irlande** du Nord, et la **Belgique** pour la Wallonie. La **Slovénie** pourrait leur emboîter le pas, (<https://www.foeeurope.org/europe-moves-to-ban-gm-crops-011015>) avant samedi 3 octobre, date-butoir fixée par la nouvelle directive européenne sur le sujet, entrée en vigueur en avril.

Le nouveau texte, qui visait à **sortir** de l'impasse dans laquelle se trouvait l'Europe vis-à-vis de ce dossier brûlant, laisse le choix aux Etats membres d'autoriser ou d'interdire la **culture** des OGM sur leur territoire, et ce, en amont de la procédure d'autorisation menée par la Commission européenne et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Lire : [La culture des OGM facilitée dans l'Union européenne](#) ([planete/article/2015/01/14/la-culture-des-ogm-autorisee-dans-l-union-europeenne_4556166_3244.html#DT6KDMJluccAouSa.99](#))

Neuf dossiers de maïs OGM en attente d'une autorisation

Jusqu'à présent, les Etats « anti-OGM » ne pouvaient [interdire](#) les cultures transgéniques sur leur territoire qu'après leur autorisation à l'échelle européenne, en prenant des clauses de sauvegarde ou des mesures d'urgence pour des motifs environnementaux et sanitaires. Une procédure très fragile juridiquement : la France a, par exemple, été attaquée à trois reprises sur [ses](#) moratoires – le dernier pourvoi introduit par les industriels étant toujours examiné par le Conseil d'Etat.

Avec la nouvelle directive, les Etats qui souhaitent [bannir](#) des OGM doivent en [faire](#) la demande auprès des semenciers, sous la houlette de la Commission, afin d'être retirés du périmètre de culture. C'est ce que la France a fait [le 17 septembre](#), en [transposant dans le droit français la directive européenne](#) (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Moratoire-national-sur-les.html>) . [Paris](#) a ainsi demandé à [exclure](#) de son territoire les 9 dossiers d'OGM en attente d'autorisation au niveau européen : le MON810 de Monsanto (deux demandes, pour son autorisation et son renouvellement), le TC1507 de Pioneer, [proposé par la Commission en 2013](#) ([planete/article/2013/11/06/mais-ogm-bruxelles-demande-aux-etats-de-trancher_3509321_3244.html](#)) sous la pression d'un arrêt de la Cour de [justice de l'Union européenne](#) , ainsi que six autres maïs de Monsanto, Pioneer et Syngenta. Les [entreprises](#) de biotechnologie ont maintenant trente jours pour [donner](#) leur réponse (ou s'abstenir, ce qui est considéré comme une approbation).

En cas d'opposition de ces dernières, la France, à l'image des autres gouvernements européens, pourra interdire les plantes sur son sol en invoquant différents motifs, notamment de [politique](#) agricole, d'aménagement du territoire ou des conséquences socio-économiques.

Lire : OGM : tout [comprendre](#) au nouveau cadre européen

Accélérer la mise en culture de semences

« Le nouveau texte simplifie la procédure pour interdire les OGM. Reste à [voir si elle fonctionne](#), notamment la phase de [négociations](#) entre les Etats et les semenciers, prévient Pauline Verrière, juriste à l'association Inf'OGM. On peut également [craindre](#) des recours devant l'Organisation mondiale du commerce, cette dernière pouvant [sanctionner](#) des décisions politiques basées sur des arguments socio-économiques et non scientifiques. Surtout, il existe un risque de multiplication des dossiers d'autorisation au niveau européen. »



Une action de militants anti-OGM sur le site de Monsanto à Trèbes, en janvier 2014. REMY GABALDA / AFP

Car l'objectif de la nouvelle directive était, en laissant la liberté à chaque Etat de se [prononcer](#) pour son territoire, d'empêcher les blocages au niveau communautaire. Ceux-ci ont conduit à ce qu'un seul OGM soit actuellement cultivé en Europe : le maïs MON810. [Cette semence est plantée presque exclusivement en Espagne](#) (<http://www.infogm.org/5753-ogm-legere-diminution-des-surfaces-en-europe>) , avec 132 000 hectares en 2014, ainsi qu'un peu au [Portugal](#) (8 500 ha). En 2015, les surfaces de MON810 ont considérablement diminué dans les trois autres pays qui le cultivent : en [République tchèque](#) (997 ha), en [Slovaquie](#) (105 ha) et en [Roumanie](#) (2,5 ha), [selon les comptes d'Inf'OGM](#) (<http://www.infogm.org/5832-2015-ogm-abandonne-en-roumanie>) .

La nouvelle législation va donc certainement [accélérer](#) la mise en culture de semences transgéniques sur le sol européen. Le porte-parole santé et [environnement](#) de la Commission précise ainsi que la latitude laissée aux Etats membres de s'opposer à ces cultures « *ne change rien aux avis scientifiques de l'EFSA, selon lesquels les OGM ne présentent pas de risque pour l'environnement et la santé* ».

« Décision démocratique »

Pour l'heure, les ONG se félicitent de la volonté d'une majorité de pays européens de [prohiber](#) la culture des OGM sur leur sol. « *C'est un mouvement de masse, à la fois [politique](#) et citoyen, qui montre qu'un nombre croissant d'Etats membres ne font pas confiance aux évaluations conduites par l'Union européenne et prennent des mesures, à juste [titre](#), pour [protéger](#) leur agriculture et leur alimentation* », estime Anaïs Pourest, de Greenpeace France. Les pays et régions qui ont d'ores et déjà signifié leur intention d'interdire les cultures transgéniques « *représentent 65 % de la [population](#) de l'UE et 66 % de ses terres arables* », souligne-t-elle.

« *Il n'y a jamais eu un signal aussi clair que les cultures génétiquement modifiées, et les entreprises qui les produisent, ne sont pas bienvenues en Europe* », renchérit Mute Schimpf, des Amis de la Terre Europe, dans un communiqué. Elle ajoute : « *La décision démocratique des pays de bannir les cultures OGM doit [être](#) respectée par l'[industrie](#) des biotechnologies.* »

Reste que le dossier des OGM en Europe est loin d'être clos. En particulier, la question des « zones tampons » à [mettre](#) en place pour [éviter](#) des contaminations frontalières, entre un pays ouvert aux

cultures transgéniques et son voisin les refusant, n'est toujours pas réglée. Quant à la révision des procédures d'évaluation et d'autorisation, réclamée depuis des années par les ministres européens de l'environnement, elle est toujours en suspens.